l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
15 octobre 1976

No 546

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

MOROSITE BOURGEOISE

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le plan Barre n'engendre pas un vent d'optimisme au sein de la bourgeoisie où l'heure est plus que jamais à la morosité. Au sein des forces de la majorité d'abord où les incertitudes de la conjoncture, tant politique qu'économique, entraînent d'aigres dissensions, où les troupes commencent à flotter entre des pôles différents : faut-il miser sur le cheval Giscard ou bien sur le cheval Chirac se demandent un nombre croissant d'hésitants, pendant que quelques francs-tireurs louchent de plus en plus fortement vers l'Union de la gauche.

Ils sont bien loin les discours ronflants sur la «relance». Aujourd'hui, les mines se font graves. Thermomètre de la situation économique et politique, la Bourse de Paris connait un vent de panique. Les valeurs généralement les plus solides comme Rhône-poulenc, Péchiney, Ugine-kuhlmann, Saint-gobain-Pont à Mousson, ont connu hier des chutes libres. Après la lire italienne et la livre anglaise, le franc poursuit une baisse accélérée sur le marché des changes où le dollar atteint désormais 5,02 F.

Et il ne s'agit pas là d'un accident de parcours mais bien d'une accélération nouvelle de tendances déjà largement amorcées depuis plusieurs mois. Telle est la réalité plutôt grise qui tranche singulièrement sur les couleurs roses bonbons avec lesquelles Giscard nous dépeint sa «société libérale avancée». Il peut certes se consoler en invoquant le fait que cette situation n'est pas propre au capitalisme français mais correspond à l'ensemble du système capitaliste mondial qui se débat dans une crise économique sans issue.

Certes le contexte politique explique aussi cet accès de panique boursière. Un récent sondage de la SOFRES révèle que 73 % des chefs d'entreprise interrogés estiment probable une victoire de l'Union de la gauche aux élections de 1978.

(suite page 3)

Une condamnation de l'OMS

LE TIERS MONDE BANC D'ESSAI DES TRUSTS PHARMACEUTIQUES

L'organisation mondiale de la santé a dénoncé mardi à Genève l'expérimentation dans les pays pauvres de médicaments dont on ne connait pas encore les inconvénients éventuels. D'après le rapport de l'OMS, on «constate une tendance à laisser faire des essais cliniques prématurés dans les pays dépourvus de véritables organismes de réglementation.» Il dénonce «la mise sur le marché dans certains pays en développement, de médicaments nouveaux, alors qu'ils n'en sont, dans les pays développés, qu'aux premiers stades d'investigation».

Le rapport souligne également «de sérieuses incohérences à l'échelle mondiale dans l'étiquettage et la promotion des produits pharmaceutiques,» et demande «le transfert de l'information sur les médicaments en favorisant la mise en place d'organismes de contrôle.»

Déjà l'attention avait été attirée sur les agissements scandaleux de la société Nestlé dans les pays du tiers-monde. Pour faire vendre ses laits en poudre et aliments industriels pour bébés, Nestlé, baptisé «le tueur de bébés», développe une énorme publicité visant à stopper l'allaitement maternel, alimentation riche saine et gratuite, dans les pays en voie de développement. Les laits artificiels chers, mal adaptés et nécessitant un minimum de connaissance pour leur dosage sont à l'origine de nombreux cas d'intoxication, de rachitisme et même de mortalité dans ces pays.

On sait que aussi que de véritables gangs drainent le sang prélevé, pour quelques centimes, sur nombre d'habitants des pays pauvres, sang qui est exporté vers les cliniques des pays développés.

Voilà maintenant que les trusts pharmaceutiques impérialistes utilisent comme cobayes pour leurs expérimentations les peuples du tiers monde !

A propos de la situation en Chine

Une intense campagne a lieu ces jours-ci dans la presse, la radio, la télévision française, pour interpréter et commenter à leur manière ce qui se passe en ce moment en Chine.

Pour notre part, nous n'avons pas l'habitude de puiser nos informations dans les colonnes de l'une ou l'autre tendance de la bourgeoisie.

Nous rendrons compte de la situation en Chine, dès que nous serons en mesure de le faire sur la base d'informations sérieuses nous permettant de fonder notre propre jugement.

Comme l'a expliqué le président Mao, la lutte de classes continue sous le socialisme. Elle est le moteur de tout développement. Quelles que soient les difficultés actuelles, nous faisons pleinement confiance au peuple chinois et à son glorieux parti communiste, pour, à travers les luttes présentes et futures, maintenir fermement l'orientation révolutionnaire tracée par le président Mao.

Parmi les travailleurs du ministère de l'éducation

Un vent de révolte

La bourgeoisie tente toujours de faire croire aux travailleurs que les fonctionnaires constituent des catégories de privilégiés. Cette idée constitue un ferment de division entre des classes et couches sociales qui doivent s'unir pour abattre le capitalisme par la révolution prolétarienne et instaurer le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

Quant aux fonctionnaires ils ont droit au chantage sur tous les thèmes du «service public».

Mais lorsque le vase déborde, la révolte se développe rapidement. C'est ce qui se passe actuellement à l'administration centrale du ministère de l'Education, à la Direction du personnel enseignant du lycée (DPE).

Ce service a, entre autres, la charge de la gestion des professeurs certifiés, des agrégés, des adjoints d'enseignement et de tous les profs du technique, c'est-à-dire environ 200 000 personnes.

Le travail consiste à régler, chaque année, toutes les mutations, promotions, reclassements, cela signifie faire des dizaines de milliers d'actes administratifs, préparer les commissions paritaires, etc. ; en fait un énorme travail pour la centaine de travailleurs qui le réalise.

Rien d'étonnant à ce que les conditions de travail soient très difficiles. Sous la pression de la hiérarchie et grâce au chantage à l'intérêt des enseignants, il n'est pas rare que les travailleurs restent au bureau jusqu'à plus de huit heures le soir, ou viennent le week-end, les jours fériés pour «boucler» les opérations dans les très stricts délais imposés par la rentrée scolaire.

Dans certains bureaux les chefs font grise mine dès que l'on prend des vacances en juillet ou août. Il faut quelquefois attendre septembre. Chaque congé de maladie ou de maternité devient une catastrophe pour les collègues qui doivent, en plus du leur, prendre le travail de la personne absente.

Jusqu'à présent, la pression hiérarchique, le paternalisme et le baratin sur le «service public» avaient réussi à liquider toutes les tentatives de révolte contre cette véritable exploitation.

Mais la décision de Haby de déplacer ce personnel de la rue de Grenelle à la rue de Chateaudun dans les locaux laissés libres par le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, a provoqué une très vive réaction des travailleurs.

(Suite p. 4)

Foyers sonacotra

Non aux saisies arrêts sur salaires

Les résidents du foyer de Pierrefitte ont reçu chacun une convocation au tribunal d'instance de St-Denis pour les 2 et 4 novembre. Les rendez-vous sont espacés d'un quart d'heure... A la clé de cette procédure de «conciliation» avec la Sonacotra, une mesure de *saisie-arrêt sur salaire* portant sur 1 200 F, soit environ 4 mois de loyer.

Les grévistes de Pierrefitte ont décidé de se rendre collectivement à cette convocation, pour montrer leur détermination et leur refus de l'intimidation. Il est capital de s'opposer à une telle mesure, qui constitue un grave précédent pour tous les travailleurs, français ou immigrés. Il faut refuser à la bourgeoisie le droit de prélever sur les salaires des sommes qu'elle estime dues, et de s'opposer ainsi à une grève des loyers.

La même procédure est engagée pour d'autres foyers comme à Montreuil.

Un membre du comité de soutien Pierrefitte.

Corse
UN FAUX DEPART

Un contingent de militaires appartenant au groupement d'instruction de la Légion étrangère a quitté lundi matin Corte (Corse) pour le continent. Mais il s'agit d'un faux départ puisqu'il doit être remplacé aussitôt par une compagnie ordinaire de la Légion.

Deux cents autres légionnaires du deuxième régiment étranger stationné à Bonifacio ont quitté directement Bastia par avion pour... Djibouti. Ils seront eux aussi remplacés par deux cents autres légionnaires du même régiment. C'est ainsi que la bourgeoisie répond à la légitime exigence du peuple corse, tout en en profitant pour renforcer sa répression contre les peuples afars et issas.

le monde en marche

Zimbabwe

LA NECESSAIRE UNITE DES PATRIOTES AFRICAINS

A la veille des luttes décisives pour la libération du Zimbabwe du joug des racistes blancs, les mouvements politiques et militaires des patriotes africains intensifient leurs efforts pour coordonner leurs actions.

La résistance nationale a jusqu'ici toujours été divisée en plusieurs groupes en Rhodésie. Sauf au cours d'une courte période, de décembre 1974 à septembre 1975, où, avec l'aide des chefs d'État africains des pays de «première ligne», les différents mouvements se sont regroupés au sein de l'ANC (Conseil national africain), présidé depuis 1971 par Abel Muzorewa, seule organisation demeurée légale en Rhodésie.

L'ANC unitaire regroupait les deux principaux mouvements dont les dirigeants venaient tout juste d'être libérés après plusieurs années de prison : la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), fondée et dirigée par Joshua Nkomo, et la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) dirigée par Nadbaningi Sithole, ainsi qu'un petit mouvement, le Frolizi (Front de libération du Zimbabwe).

En septembre 1975 l'éclatement de l'ANC donnait à nouveau naissance à deux mouvements : l'ANC «aile intérieure» (ancienne ZAPU) et l'ANC «aile extérieure» (ancienne ANC et ZANU).

Après leur réunification au sein de l'ANC, chacun des deux mouvements avait gardé son armée propre. Une tentative d'unification sur le plan militaire cette fois-ci avait lieu quelques mois après l'éclatement de l'ANC, donnant le jour à la ZIPA (Armée populaire du Zimbabwe) dont le commandement militaire provisoire était composé de dirigeants de la ZANU et de la ZAPU. Ces derniers devaient quitter ce commandement il y a quelques mois. La ZIPA est actuellement dirigée par Robert Mugabe, membre de la ZANU, et regroupe environ 15 000 combattants de la liberté. Mais, et ceci complique encore les choses, des dirigeants de la ZANU ont créé une autre branche militaire, la ZANLA (Armée africaine de libération nationale du Zimbabwe).

Dans le combat armé comme dans les luttes politiques, les rangs des patriotes ont besoin d'être soudés.

Cette division est un handicap pour les patriotes africains qui ont intérêt à présenter un front commun dans les luttes politiques et militaires à venir. Elle permet aussi toutes sortes de manœuvres de la part des deux superpuissances qui chercheront l'une comme l'autre à maintenir et aggraver ces divisions à leur profit. C'est pourquoi la récente annonce de la rédaction de la plate-forme commune entre les mouvements de J. Nkomo et R. Mugabe est favorablement accueillie par tous les amis des patriotes en lutte pour l'indépendance totale du Zimbabwe.

Elections en R.F.A

LE KPD/ml A L'ACTION

Les lampions des élection se sont éteints en République fédérale allemande où la social-démocratie se maintient de justesse au pouvoir. Les marxistes-léninistes allemands ne sont pas restés inactifs pendant cette période. Nous publions ci-dessous le résumé d'un article du «Roter Morgen» No 41, organe central du KPD/ML, relatant l'action offensive qu'ils ont menée pendant toute la campagne électorale pour combattre parmi les travailleurs de RFA, l'influence bourgeoise et révisionniste qui entendait les trainer aux urnes électorales.

Au cours de la campagne électorale, notre parti a répondu aux mots d'ordre mensongers des partis bourgeois, y compris des révisionnistes modernes du DKP (parti révisionniste allemand) par le mot d'ordre «Boycottez les élections !». Au centre de notre agitation et propagande figurait la dénonciation de la duperie parlementaire et la propagation large des buts de notre parti : renverser par la révolution la bourgeoisie à l'Ouest et la nouvelle bourgeoisie à l'Est, chasser les deux superpuissances de toute l'Allemagne, lutter pour une Allemagne réunifiée, indépendante et socialiste.

Au cours des semaines précédant les élections, les camarades de notre parti et de la Garde rouge, avec le soutien de nombreux sympathisants, ont distribué et mis dans les boites aux lettres 2 millions d'exemplaires de la déclaration fondamentale du KPD/ML. Pour expliquer plus en détail les buts du parti, des meetings ont été organisés en de nombreux endroits. Le camarade Ernst Aust parla à Essen, Hambourg, Hannovre, Stuttgart, Munich, Ludwigshafen, Kassel, Saarbruck, Berlin-Ouest et dans un meeting paysan à Nordermoor. De plus, des meetings ont eu lieu dans plus de 25 autres villes. A ces meetings, de nombreux nouveaux amis et travailleurs intéressés étaient venus, pour discuter de la déclaration fondamentale avec les camarades du parti. On a distribué en même temps que la déclaration fondamentale 1,5 millions d'exemplaires du tract central, dans lequel le parti appelait au boycott des élections.

Devant les usines, dans les quartiers ouvriers et dans le centre des villes, les camarades propagèrent le programme de notre parti, collèrent des affiches murales, dressèrent des tables de vente et mirent en place des voitures avec haut-parleur.

Au cours de la campagne électorale, les révisionnistes modernes du DKP montrèrent leur haine contre notre parti, le marxisme-léninisme et la révolution socialiste. A Dortmund, ils avaient organisé de manière social-fasciste des troupes de matraqueurs qui patrouillaient les rues proches de la place Borsig, équipés de talkies-walkies. Là où les camarades de notre parti sont intervenus dans des fêtes ou des meetings du DKP, ils ont été attaqués par les troupes de matraqueurs du DKP. A Hambourg, ils essuyèrent un cuisant échec, et durent arrêter leur meeting, après avoir répondu par la provocation et les coups aux arguments des camarades et avoir appelé la police.

Le 1er octobre, la SPD (Parti social-démocrate) avait appelé à un grand meeting dans le stade Westfalen de Dortmund avec Willy Brandt et Helmut Schmidt. Juste avant le discours de Willy Brandt, des milliers de tracts contenant l'appel au boycott étaient répandus dans l'assistance, venus des rangées supérieures. Cette action fut si rapide que, ni le SO du SPD, ni les policiers en civils, ni la police qui était venue en grand nombre ne purent intervenir. A peine Willy Brandt avait-il commencé son discours qu'on lui répondit par un concert de sifflements. Le SO et les flics en civil s'empressèrent d'arriver et frappèrent brutalement les camarades, les précipitant dans l'escalier du stade. Ils frappèrent même une camarade à la tête, qui dut être transportée à l'hôpital. Des camarades furent même poursuivis et fouillés par des flics en civil à l'extérieur du stade.

On peut déjà dire que la large diffusion de la déclaration fondamentale du parti, de l'appel au boycott, les nouveaux contacts et amis, que nous nous sommes faits, ont fait de la campagne électorale un succès pour le KPD/ML.

La Pologne sous la botte soviétique

Un nouveau contrat économique pour l'année 1977 vient d'être signé à Moscou entre l'URSS et la Pologne. La Pologne devra désormais exporter la plupart de sa production de machines lourdes en URSS, aux conditions imposées par celle-ci.

Ce contrat passé entre l'entreprise polonaise du commerce extérieur «Bumar» et l'entreprise soviétique «Metalurimport», prévoit l'exportation de plus de 110 machines lourdes polonaises qui serviront à l'exploitation de gisements de minerais soviétiques. Les prix à l'exploitation seront fixés par Moscou.

La Pologne est contrainte de se soumettre à ces conditions iniques : depuis les insurrections ouvrières de juin dernier, des unités de l'Armée rouge ont pris position à Lowicz, à moins d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Varsovie et refusent désormais de quitter ce point stratégique.

Italie

Nouvelles grèves sauvages contre le plan d'austérité

Les directions des trois grandes centrales syndicales italiennes, CGIL (révisionniste) CISL (démocrate-chrétien) et UIL (socialiste) se sont réunis mardi à Rome pour «étudier la situation à la lumière des réactions de la base» ; celle-ci, d'après les conclusions d'assemblées générales tenues dans les usines, accepte très mal l'invitation conjointe de la bourgeoisie et des révisionnistes, de se serrer encore un peu plus la ceinture.

Les directions syndicales n'ont pu se mettre d'accord sur le principe d'une grève générale et se sont données rendez-vous à plus tard.

Mais la classe ouvrière ne les attend déjà plus. De nouveaux et nombreux mouvements de grèves «sauvages» ont éclaté ces jours-ci en Italie contre le plan d'austérité gouvernemental, notamment à Fiat et dans les entreprises du Piemont. Mercredi matin 700 000 ouvriers et employés de Turin se mettaient d'eux-mêmes en grève générale pour 4 heures, sans attendre de directives syndicales.

Madagascar

Non aux superpuissances

Le ministre des Affaires étrangères, au cours d'une récente conférence de presse tenue dans la capitale a vigoureusement exigé le départ de l'océan Indien des flottes de guerre des deux superpuissances.

Il a déclaré : «L'océan Indien constitue une zone de confrontation des superpuissances. Elles y mènent une course aux armements militaires et nucléaires afind 'équilibrer leurs forces. Nous ne pouvons accepter ces forces des grandes puissances qui s'y inscrustent pour soi-disant nous défendre. Elles doivent nous laisser entre nous, pays de mêmes objectifs, de mêmes forces, aspirant à faire de l'océan Indien une zone de paix... Il faut lutter pour que l'Océan Indien devienne cette zone de paix.

Equateur

Une défaite américaine

La compagnie pétrolière américaine «Gulf» s'est acquittée la semaine dernière de sa dette fiscale envers le gouvernement équatorien, d'un montant de 53 millions de dollars, évitant ainsi de justesse la confiscation de ses actions en Équateur.

L'État équatorien a annoncé qu'il allait désormais entamer sans délais des négociations pour le rachat des actions que détient la «Gulf» dans le consortium créé en Équateur avec la «Texaco» et la «société pétrolière équatorienne d'État». L'État équatorien sera majoritaire dans le consortium et récupère ainsi sa capacité de décision sur l'exploitation et la commercialisation de son propre pétrole.

LA GAUCHE ET SES FLICS

Dans son édition datée du 7 octobre, «Le Monde» publiait cette information que nous reproduisons :« Un groupe anonyme d'inspecteurs et d'enquêteurs a envoyé, le 2 octobre, au ministre de l'Intérieur une lettre dans laquelle, s'estimant «trahis par les pouvoirs publics», ils expliquent qu'ils ont «décidé d'aider les formations de gauche dans leur marche d'approche pour le pouvoir». Pour ce faire, écrivent-ils, nous utiliserons le canal des renseignements généraux où nous comptons de nombreux collègues partageant notre point de vue. Le processus mis en œuvre consistera à transmettre anonymement aux partis de gauche les notes d'information, synthèses et études élaborées par les services centraux, régionaux et départementaux, ainsi que les directives, instructions et demandes émanant du ministère de l'Intérieur et des préfets. Dans le même temps, une collaboration prudente et timide sera de règle avec les partis de la majorité.»

Ceci démontre que la campagne menée par les partis de «gauche» pour l'augmentation des effectifs de flics, du nombre de commissariats, ne reste pas sans effet. D'autant plus que les partis de «gauche» en question promettent également aux flics une augmentation de leurs salaires.

D'ores et déjà, les dirigeants du PS et du PCF ont des hommes de main dans les organes de répression de l'État bourgeois. L'information du «Monde» permet de mieux comprendre par exemple ces déclarations d'un dirigeant CGT de Lorient, lors de l'arrestation de notre camarade Romain Legal, parlant des Renseignements généraux : «On leu donne des informations, ils nous en donnent aussi».

On peut être convaincu en effet que ces messieurs collaborent activement dans leur activité contre les révolutionnaires, et se fournissent mutuellement des informations.

Sans doute aussi que les flics se mettant au service de la «gauche» préparent activement une éventuelle venue au pouvoir en constituant des dossiers sur les militants marxistes-léninistes ainsi que sur tous les «gêneurs». Le moment venu cela pourrait leur être utile pour organiser la répression.

On notera également que ces flics de «gauche» ne rejettent pas non plus la collaboration avec les partis actuellement au pouvoir. Contre les révolutionnaires les querelles de bandits de ces messieurs passent en effet au second plan.

En matière de répression, Mitterrand a une longue expérience : ne fut-il pas en effet ministre de l'Intérieur sous la 4e République ? A ce titre, il fut un des plus actifs artisans de la répression contre le peuple algérien.

Quant à Marchais, ses amis russes, tchéques ou polonais ne manqueront pas de lui prodiguer leurs conseils. La «gauche», pour des flics s'estimant «trahis» offre des garanties.

De discrets amis des sionistes

Jamais «Tourisme et travail», qui est une des plus grosses entreprises commerciales manipulées par le PCF, n'était allée aussi loin : dans le numéro du printemps dernier de la revue qu'elle édite cette organisation fait de la publicité pour un curieux «rallye international en Israël».

Si vous demandez des précisions dans une agence de «Tourisme et Travail», on vous remet un prospectus vantant les charmes de ce voyage touristique organisé par la Fédération internationale de camping et de caravaning : vous séjournerez à Ashkelon *«dans un des plus beaux et inédits sites de camping en Israël. Il y a des arbres et des buissons un peu partout et un beau tapis vert s'étend à perte de vue.» Là, face à la mer, «on peut écouter pendant des heures les vagues s'écrasant sur la plage argentée.»*

Comme si ces lignes dérisoires n'étaient pas une offense assez grande faite au peuple palestinien opprimé, on vous recommande quelques excursions pittoresques : par exemple, la douce Galilée (pourvu que ces «Arabes sortis d'on ne sait où» ne se mettent pas en tête de manifester encore une fois !) ; ou bien encore le plateau du Golan, en territoire syrien occupé ; vous aurez même le privilège, de là, de découvrir au loin les sources du Jourdain (c'est en territoire libanais, mais c'est comme si c'était Israélien...)

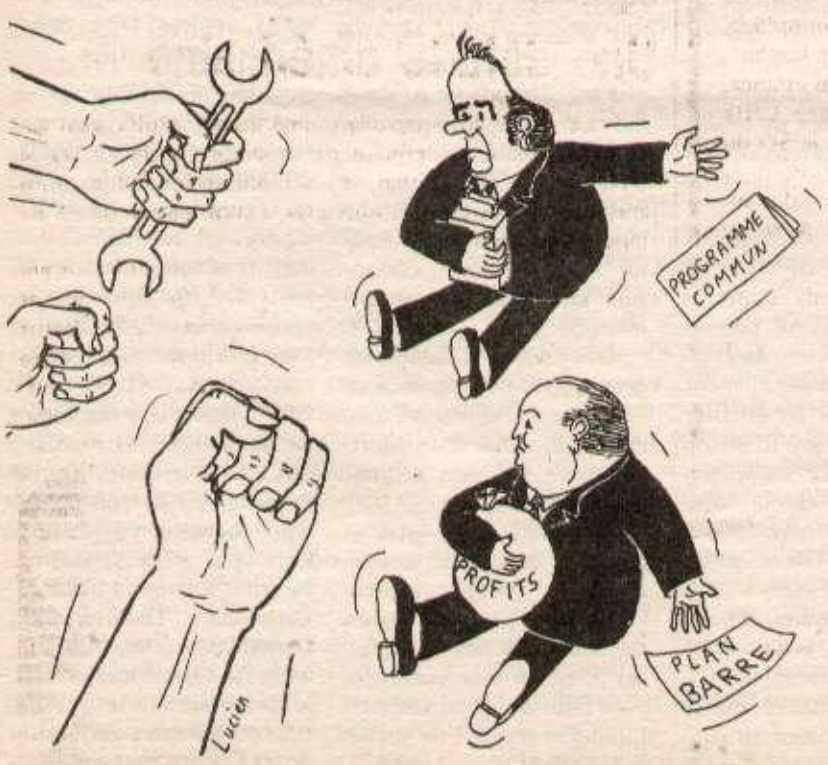
Voilà un programme qui donne toute leur valeur aux proclamations hypocrites de M. Marchais et de ses amis. Quand ces gens-là parlent de solidarité avec le peuple palestinien, voilà ce qu'ils font : de la propagande éhontée pour les sionistes.

MOROSITE BOURGEOISE

(suite de l'éditorial)

Leur politique économique et financière traduit qu'ils ne font plus guère confiance à l'actuelle «majorité» pour défendre leurs intérêts et qu'ils s'interrogent désormais très sérieusement sur les garanties qu'ils peuvent espérer d'un gouvernement d'Union de la gauche.

Mais de ce côté là aussi, les forces politiques bourgeoises ne se sentent pas non plus le vent en poupe. l'exemple italien où le plan d'austérité gouvernemental bénéficie de l'appui actif du parti révisionniste donne à réfléchir. La classe ouvrière italienne rejette catégoriquement cette politique appliquée en son nom, mais sur son dos et passe à l'offensive. En France aussi le Programme commun suscite peu d'illusions profondes et absolument pas d'enthousiasme parmi les ouvriers et les masses populaires. Si le plan Barre est déjà unanimement rejetté par ceux qui en sont les victimes, l'illusion d'un possible «plan Barre de la gauche» dans le cadre du système capitaliste maintenu rencontre un scepticisme croissant. C'est là une excellente situation pour le développement des luttes économiques et politiques de la classe ouvrière et des travailleurs de notre pays.



GISCARD FAIT LE GROS DOS DEVANT BREJNEV

Dans le cadre de la «semaine franco-soviétique» de TF-1, Giscard a répondu mardi soir, sur le petit écran soviétique, à l'intervention de Brejnev à la télévision française la semaine dernière. Il s'est complu à tracer un portrait idyllique de la société de consommation capitaliste, insistant lourdement sur le «confort matériel» et les «libertés» dont est censé jouir le peuple français. Certes le tableau avait de quoi faire rêver les Soviétiques soumis à d'innombrables privations et tracasseries dans leur vie quotidienne et à une répression fasciste à grande échelle dans leurs luttes politiques, même si la classe ouvrière française ne s'y reconnaissait guère : les mots chômage, inflation, vie chère, accidents du travail, ne figuraient pas dans le discours de Giscard.

C'était là un coup d'épingle porté aux dirigeants du Kremlin que ceux-ci ont encaissé avec humeur mais sans plus, car la suite les dédommageait largement de cet inconvénient.

C'est en effet une nouvelle fois à une apologie de la «détente» chère à Brejnev que s'est livré Giscard à cette occasion. C'est sans sourciller qu'il a affirmé : «La démarche qui conduit vers la paix est la politique de détente. Pour la France, cette politique n'est pas une manœuvre, c'est la seule qui constitue à ses yeux une alternative aux conflits.»

Dans la foulée, il devait qualifier la honteuse mystification de la «conférence de l'insécurité» tenue il y a un an à Helsinki, de «l'effort le plus important depuis la fin de la guerre pour faire progresser la détente en Europe». Enfin il insistait pesamment sur le fait que «la coopération entre l'URSS et la France est une dimension fondamentale et permanente de notre politique».

Cela alors que l'URSS poursuit une frénétique course aux armements, pointe ses canons et masse ses troupes aux frontières de l'Europe occidentale, resserre son étau sur les peuples d'Europe de l'Est, multiplie ses ingérences, ses pressions, ses complots, son chantage économique et militaire partout dans le monde pour tenter de supplanter ses rivaux américains.

Une nouvelle fois, la bourgeoisie française, coincée dans ses contradictions, a donc fait le gros dos devant Brejnev, s'associant pleinement à sa campagne de mensonges et d'illusions mortelles alors que le danger grandit à nos frontières.

Une nouvelle fois, elle a montré que ses protestations et ses velléités d'indépendance nationale ne pèsent pas lourd devant les menaces et les pressions du social-impérialisme russe. Pour défendre son indépendance, notre peuple ne doit compter que sur lui-même.

LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES A PARIS

Chiao Kuan-hua, ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, a été reçu hier à déjeuner par Giscard d'Estaing. Il effectuait une brève escale en France à son retour de New-York où il a participé à l'ouverture de l'actuelle session de l'Assemblée générale de l'ONU.

La conversation qu'il a eue avec le président de la République a porté principalement sur la politique de défense de la France et de l'Europe et sur les relations de la Chine avec ses voisins. D'après le porte-parole de l'Elysée, le ministre Chiao Kuan-hua s'est montré particulièrement intéressé par les caractéristiques de la politique de défense autonome de la France. Des deux côtés, l'accent a été mis sur l'importance que les gouvernements chinois et français attachent à leurs relations. Le ministre chinois a affirmé sur ce point que «l'amitié entre la Chine et la France est excellente. Les relations entre nos deux pays deviendront encore meilleures. Je voudrais profiter de cette occasion pour formuler mes souhaits, mes salutations au peuple français».

A une question posée, à sa sortie, par les journalistes présents sur un éventuel rapprochement sino-soviétique, Chiao Kuan-hua a répondu très nettement : «L'URSS malmène la Chine. Elle est seule responsable du mauvais état des relations entre nos deux pays».

A Lille

Rencontre nationale cfdt des entreprises en lutte pour l'emploi

Les 8 et 9 octobre, sous la direction de l'Union régionale CFDT et de la Fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) se sont retrouvés les représentants des usines Schumpf (filature de laine) à Mulhouse, Deffrenne (tissage, appartenant aussi aux frères Schumpf) à Roubaix, Réhault (chaussures) à Fougères, Tanneries d'Annonay, Rhône-Poulenc-Textile Roussillon (textiles artificiels), CIP à Haines-lez-la-Bassée et Desombre à Lille (chemiserie).

Les ouvriers occupent ces usines (sauf Rhône-Poulenc) depuis un an ou plus pour défendre leur emploi.

Aussi le rassemblement avait-il les but suivants : le soutien au conflit CIP-Desombre où bientôt les ouvrières ne pourront plus compter pour vivre sur les 90 % du salaire (indemnités pour licenciement économique) ; des échanges d'expérience entre les différentes entreprises en lutte ; favoriser le redémarrage des entreprises en conflit.

Une conférence de presse tenue le matin chez Desombre exposait ce point de vue et l'après-midi les ouvriers tenaient des stands dans le centre-ville où ils expliquaient leurs luttes et présentaient leur production.

Ce rassemblement pose toutefois un certain nombre de problèmes :

– pourquoi un rassemblement dans le cadre strict de la CFDT après la coordination des luttes organisée par les Lip ? Ces derniers, d'ailleurs, (comme Griffet ou Caron-Ozanne) faisaient figure de grands absents. On nous répondit que Lip ne faisait pas partie de la Fédération Hacuitex. Mais on sait surtout que la Fédération Hacuitex n'était pas partie prenante de la coordination de Lip. On peut donc se demander s'il ne s'agit pas là en fait d'une entreprise de récupération et de détourner les ouvriers combatifs d'une véritable coordination qui ne peut se faire dans un cadre strictement syndical ; surtout après les déclarations de Maire contre la coordination hors du carcan de la Confédération CFDT.

– pourquoi la municipalité socialiste de Lille a-t-elle soutenu ce rassemblement ? Il faut aussitôt se poser la question de la nature du soutien des partis de «gauche» à ce genre d'action. Un panneau figurant entre les stands ne laisse plus un doute à ce sujet : «L'action s'impose face à la réaction patronale tous ensemble, syndicats, partis politiques de gauche.»

Une fois de plus les partis de «gauche» avec à leur tête les révisionnistes du PCF tentent de récupérer pour le compte de leur politique bourgeoise, les luttes menées par la classe ouvrière contre la classe exploiteuse des capitalistes. Ils essayent de dévoyer leur action et avec eux les états-majors réformistes de la CFDT vers des journées d'action bidon comme celle du 7 octobre contre le plan Barre et bientôt celle du 23 octobre pour l'emploi des jeunes.

Dénonçons partout dans nos usines, nos entreprises et nos écoles, le sabotage des justes luttes des travailleurs par les révisionnistes et leurs acolytes ! Imposons une véritable lutte classe contre classe !

Correspondant HR Lille.

Usinor Dunkerque

Atteinte au droit de grève

C'est depuis le samedi 2 octobre que les 85 ouvriers du service «Mataglo» (matériaux et agglomérés destinés à alimenter les hauts-fourneaux) d'Usinor Dunkerque sont en grève. Ils demandent que le salaire minimum soit de 2 000 F pour 40 heures et pour ce faire «la suppression des trois échelons de salaire les plus bas.»

Pour briser la grève la direction menace plus de 15 000 travailleurs (12 500 à Dunkerque et 3 000 à l'usine de Mardick) de lock-out ; elle a confirmé le licenciement de 6 grévistes. Cette répression est une nouvelle atteinte au droit de grève.

Actuellement 13 gros «Vracquiers» (bâteaux amenant le minerai) sont bloqués au port. La grève a été décidée jusqu'à vendredi 14 heures, et la menace de lock-out risque de provoquer la colère. Aussi n'est-il pas étonnant que le PCF traître les grévistes de «gauchistes» dans ses tracts et communiqués aux journaux locaux et propose la reprise.

Non au lock-out ! Non aux licenciements !

APRES LE 7 OCTOBRE

A Orléans-gare

De sérieuses luttes se préparent

A Orléans-gare, c'est comme partout ailleurs dans les PTT. A la fin du mois 6 camarades vont être licenciés. Ils tombent sous le coup de la loi Perronet sur les contrats d'auxiliaires non renouvelables et dont la durée est fixée à deux mois.

On manque de matériel : les sacs de paquets s'entassent sur les quais. De vulgaires bâches tentent de les protéger, les gouttiéres sont bouchées et débordent de partout. Il n'y a plus de chariots.

On manque d'effectifs : entre 10 et 11 H 15 le matin un seul camarade pour effectuer le routage (1) au transbord et il y a 4 goulottes (2).

LE 7 OCTOBRE

80 à 85 % des camarades ont débrayé, pour protester contre le plan Barre, mais aussi et surtout contre les conditions de travail déplorables que nous connaissons Les camarades ont fait preuve d'une grande combativité et ont refusé dans leur immense majorité les californies (3) qui n'ont qu'un seul but : cacher le manque d'effectif, le manque de matériel. Dans la rue, les postiers ont manifesté leur grande unité de combat. Malgré quelques tentatives des révisionnistes pour lancer ses mots d'ordre sur le Programme commun, les postiers ont rejeté ces mots d'ordre. Ils ont insisté sur la titularisation des auxiliaires, l'unité des auxiliaires et des titulaires. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions, pour l'instant, l'influence des révisionnistes est encore grande et il faudra encore de nombreuses luttes pour que les postiers d'Orléans approfondissent ce que sont les révisionnistes.

Les revendications locales

Une réunion intersyndicale CGT-CFDT a eu lieu le 7 octobre. Les axes principaux des revendications locales ont été définies :

– effectifs : 32 unités supplémentaires, plus un volant de remplacement porté au quart de l'effectif soit 40 unités

– matériel : 50 chariots ont été demandés ; 150 barquettes en cas d'affluence de courrier (du 15 novembre au 15 janvier)

– non licenciement des auxiliaires : cela devra être un axe important de la bataille, un emploi pour tous

– un moniteur de transbord : pour les nouveaux arrivants

– roulement sur les positions de travail : afin d'éviter la spécialisation et la division.

Les modalités d'action

Les camarades ne croient pas en la vertu des audiences au patron, ce qui oblige les dirigeants syndicaux à envisager d'autres modes d'action. L'idée de la grève grandit parmi les camarades, une grève déclanchée à une période-clé de l'activité postale : la «période» (4)

La mobilisation des camarades doit donc être prise en mains effectivement par les militants marxistes-léninistes, c'est une condition nécessaire de la poursuite de la lutte anticapitaliste.

Une importante démystification des révisionnistes doit être entreprise. Car il ne manquera pas de se produire ce qui s'est déjà produit : les dirigeants révisionnistes vont tenter une fois de plus de canaliser le mouvement de masse au profit de leur Programme commun.

Nous voulons, nous aurons satisfaction.

Auxiliaires, titulaires, tous unis, nous vaincrons.

Les marxistes-léninistes d'Orléans-gare.

****

(1) Routage : opération qui consiste à répartir les sacs sur les chariots en fonction de leur destination.
(2) Goulottes : gouttiéres par lesquelles descendent les sacs.
(3) Californies : heures supplémentaires payées en fonction de l'indice.
(4) Période : époque de forte affluence de courrier et de paquets. Du 15 décembre au 15 janvier, tout repos ou congé est interdit. Il n'est pas d'usage non plus pour les révisionnistes de faire grève à cette époque, sous le prétexte que cela «gênerait les petits usagers».

Parmi les travailleurs du ministère de l'éducation

Un vent de révolte

(Suite de la p. 1)

Début septembre, dès que les premiers bruits de déménagement commencent à circuler, une vingtaine de travailleurs se réunissent avec la CFDT pour appeler à une première assemblée générale du personnel pour protester contre l'absence d'information et de consultation des travailleurs, en vue de s'unifier sur les revendications à avancer.

L'AG décide le 16 septembre de refuser le déménagement. Une délégation des personnels et des syndicats soutenant l'action (CFDT, CFTC, FEN) se rend chez le directeur qui refuse de les recevoir.

Devant cette attitude une manifestation est convoquée pour le lendemain, dans la cour du ministère, devant la salle où doit se réunir le comité technique paritaire qui devra émettre un avis sur ce déménagement.

Les travailleurs manifestent effectivement avec des pancartes portant leur mot d'ordre : «Non au déménagement», obligeant Haby à sortir par une porte dérobée.

Dès le jour suivant plusieurs réunions ont lieu pour rédiger une motion unifiant les personnels. Celle-ci indique les raisons du refus du déménagement : manipulation de 200 000 dossiers entrainantcompte tenu de l'arrêt du travail pendant plusieurs semaines, plus de 6 mois de retard donc une aggravation des conditions de travail ; refus de principe en raison de l'absence de consultation, inadaptation complète des locaux.

A la très grande majorité les travailleurs refusent de coopérer matériellement au déménagement, et demandent aux organisations syndicales de diffuser leur texte, en témoignage de solidarité active, à l'ensemble du personnel de l'administration centrale.

Devant le durcissement de la lutte, la CFTC et la FEN refusent de signer le texte de solidarité prétextant qu'il ne faut pas s'opposer au déménagement mais seulement en discuter les modalités. Sur le même thème, la CGT complètement absente de la lutte malgré les interpellations des travailleurs fait irruption dans une AG, insulte les travailleurs, les traite d'irresponsables... et se fait vider avec pertes et fracas.

La section CFDT, qui se bat depuis le début au coude-à-coude avec les personnels, sort seule le texte de solidarité et de popularisation.

Aujourd'hui la lutte se développe de nouveau car il a été découvert que les normes de sécurité ne sont pas respectées dans l'immeuble en question. D'ailleurs Mazeaud, alors secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, avait argumenté sur la vétusté du bâtiment pour aller s'installer à la Maison de la radio. La CFDT a demandé une enquête sur la sécurité car il est à peu près certain que les plafonds ne peuvent pas supporter le poids des 200 000 dossiers.

Dans ces conditions les travailleurs ont envoyé une lettre ouverte à Haby pour lui confirmer leur opposition formelle au déménagement.

Une nouvelle assemblée générale doit se réunir pour envisager les modalités concrètes du refus d'un déménagement qui doit débuter début novembre.

A travers cette lutte et au cours de son développement, les travailleurs prennent petit à petit conscience de leur condition d'exploités, c'est là une excellente base pour qu'ils puissent rejoindre le combat de la classe ouvrière.

Correspondant HR.

LE 7 A RENAULT LE MANS

Dès 5 heures du matin ce sont près de 400 ouvriers qui se rassemblèrent pour former des piquets de grève aux quatre portes de l'usine. Les militants responsables de la CGT brillaient par leur absence aux piquets et trois heures plus tard lors du meeting, Augat – le responsable CGT – devait appeler à la dissolution des piquets et à rester aux alentours de l'usine !

Ce qui permit à la maitrise et aux techniciens regroupés à quelques centaines de mètres du meeting de s'engouffrer dans l'usine à 9 h 20. Cependant la grève fut suivie par la quasi totalité des ouvriers et les révisionnistes se démasquèrent un peu plus auprès de nombre d'entre eux en taxant de gauchisme les piquets de grève, en s'opposant à une riposte immédiate et prolongée contre la plan Barre dans l'usine, en enjolivant les positions de la maitrise qu'ils veulent faire passer pour la classe ouvrière.

LE 7 A GRENOBLE

La grève a été largement suivie dans la ville ; plus de 20 000 manifestants, ce qui est exceptionnel même par rapport au 1er Mai. Cependant tout comme ailleurs les mots d'ordre lancés par les révisionnistes dominaient sans être pour autant repris massivement. La partie CFDT du cortège regroupait de nombreuses entreprises : SECMER (groupe Rhône-Poulenc) où les 160 travailleurs occupent l'usine pour s'opposer à la fermeture, Neyrpic, Raymond-Boutons, Caterpillar, Thomson-CSF, Dumaz-plastiques. Un numéro de l'Humanité nouvelle reproduisant la déclaration du Bureau politique du PCMLF fut largement diffusé dans la manifestation.

la France des luttes

Bessé sur Braye (Sarthe)

A l'usine des filatures

APPEL A LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME

Dans la situation actuelle, il est très important de lutter quotidiennement contre les révisionnistes et les illusions du Programme commun. Contrairement aux trotskystes et autres opportunistes nous ne fondons pas notre action sur la «stratégie du débordement», bien au contraire.

Les révisionnistes s'efforcent d'encadrer les masses, dans les syndicats, de soumettre les travailleurs aux dirigeants traîtres ; ils s'infiltrent dans le pouvoir d'État en plaçant leurs militants dans les administrations (mairies, écoles, armée, etc.)

Ils ne font que se préparer à gouverner. Ils se font la main en somme. Et, cela laisse entrevoir ce qu'ils nous préparent : l'encadrement massif, des chefs pour parler à notre place, des hommes de main pour nous la boucler.

Il ne faut pas croire que la lutte pour la révolution prolétarienne sera plus facile sous leurs bottes, bien au contraire.

C'est pourquoi il ne faut pas attendre pour engager la lutte, leur arracher leur masque enjôleur et découvrir leur visage hideux de fascistes.

De même quand *on est seul* face à ces tigres, *il ne faut pas attendre*.

La seule chose, qui nous importe à nous marxistes-léninistes, c'est les intérêts du peuple et nous n'avons de compte à rendre à personne, sauf à lui.

Si nous faisons confiance aux masses, si nous sommes francs et ouverts, si nous ne cachons pas nos idées, les masses sauront reconnaître leurs amis et leurs ennemis.

A travers le récit qui suit, c'est un appel à la lutte généralisée contre le révisionnisme moderne que nous lançons. Car tant qu'il n'est pas attaqué le révisionnisme trompe aisément les masses, mais dès qu'on lui tire l'oreille, les bêlements d'agneau se changent en cri de fauve.

Le 8 octobre 1976, dans la Sarthe, aux Filatures de Bessé-sur-Braye, un militant marxiste-léniniste était invité par les ouvriers à assister à une réunion syndicale faisant suite à la constitution d'une section syndicale CGT dans l'usine. Se trouvait présent un ponte de l'UD-CGT de la Sarthe : *Etienne* qui menait rondement les choses en traitant les revendications des ouvriers en fonction des normes de la convention collective nationale du secteur de l'habillement signée avec le patronat.

Vers la fin de la réunion, le ponte CGT lança un appel pour participer au rassemblement régional CGT/CFDT de Nantes du 23 octobre en expliquant «qu'à ce rassemblement il y aurait *beaucoup de jeunes*, des spectacles, des sketches, des stands, enfin ce serait bien si les ouvriers des Filatures venaient, ça les renforcerait, etc...»

La véritable signification le but de ce meeting n'était pas expliqué. Or le tract appelant à ce meeting disait : «Dans le même temps vous vous affirmerez pour la seule issue possible s'offrant à notre pays.. le Programme commun».

Le mensonge cachant le contenu de ce meeting devait être dénoncé, l'utilisation comme masse de manœuvre des ouvriers par la CGT. Le camarade posa la question suivant au ponte : «Tu viens de nous parler de la participation au rassemblement de Nantes, mais tu ne nous as pas parlé du contenu, de ce qui sera dit ce jour-là. Et dans le tract appelant à participer, je vois que l'on parle du Programme commun, alors j'aimerais savoir quelle est la position de la CGT vis-à-vis du Programme commun, car ici pas mal de gens se posent la question ?»

La réponse fut brutale : «Tout d'abord que viens-tu faire ici, tu es un étranger à l'usine, tu n'as rien à dire, ici c'est une réunion privée. D'ailleurs il n'y a *qu'à te virer !*» (pas de réaction dans la salle).

Le camarade rétorqua : «Permets-moi de te faire remarquer que je suis invité par un délégué, ma présence est acceptée ici par tous.» Le ponte répondit : «Tu n'as rien à faire ici et rien à dire. De toute façon, on sait qui tu es, *il ne faut pas l'écouter*, il vient là pour parler politique, c'est un gauchiste, on vous connait, vous êtes des casseurs, des agents du pouvoir et ce soir tu as de la veine que je sois calme, *car tu verrais, je t'allongerais*, des mecs comme toi de ton espèce, on n'en a rien à faire».

Le camarade répondit : «Ainsi tu refuses de répondre à ma question, de répéter ce qu'il y a dans le tract. Mais saches que je n'ai rien à faire de tes mensonges, ici tout le monde me connait et sait de quel côté je suis, pour qui je suis, tous connaissent mes idées et savent que ce que tu dis n'est que mensonge. D'ailleurs tu as tellement peu d'argument que tu parles de me frapper dessus. Je vais parler du Programme commun dont tu ne tiens pas à parler. En ne parlant que de l'aspect «rassemblement de jeunes» tu trompes les gens, tu caches le sens véritable de ce meeting. Tu peux me croire, les ouvriers qui sont ici savent que le Programme commun ne représente pas leurs véritables intérêts, mais que tout cela a un but électoral et rien d'autre. Cela vise à aider le PCF à prendre le pouvoir bourgeois, Séguy qui est membre du Comité central du PCF doit bien savoir tout cela ! Les ouvrier qui sont ici, sont prêts à lutter pour améliorer leurs salaires, leurs conditions de travail, mais pas prêts à cautionner des manœuvres électorales, *ils ne créent pas un syndicat pour cela*».

Le bonze révisionniste : «Tu es venu là pour foutre le bordel, vous êtes tous comme ça, on les connait bien tes petits copains du Mans. D'ailleurs je m'étais renseigné sur toi et je savais qui tu étais. Allez, la réunion est terminée, ne l'écoutez pas !»

Le camarade répondit : «Je suis venu ici parce que je soutiens les ouvriers de la Filature qui créent un syndicat et ils connaissent la nature de mon soutien. Je suis pour la classe ouvrière contrairement à toi, qui par tes paroles te fais passer pour un ami alors que dans les faits, tu es un ennemi. Un jour, ils comprendront ce que tu caches et pourquoi tu te refuses à répondre à ma question qui doit drôlement te gêner pour piquer une pareille colère».

Le ponte réattaqua avec injures et calomnies en précisant que : «s'il avait été dans la rue, ça aurait fait mal». Le camarade lui fit remarquer que son comportement ne l'effrayait pas mais ressemblait à celui d'un fasciste. Qu'il cachait la vérité, qu'il était socialiste en paroles et fasciste dans les faits et surtout qu'il avait démontré cela lui-même et à tout le monde.

Correspondante HR.

Mesure scandaleuse au CET de Murat (Cantal)

Les faits remontent à la grève du 9 mars 1976. Le directeur du CET fait pression sur les travailleurs des cuisines pour les empêcher de faire grève ; il interdit même au seul maître d'internat gréviste de prendre son repas au CET. Le surveillant lui ayant répondu comme il le méritait est traduit en conseil de discipline. L'unité entre les représentants des services généraux et des enseignants permet de transformer la suspension définitive de l'enseignement en une suspension d'un an.

C'est une première et modeste victoire. Mais il reste qu'on peut être suspendu pour avoir soutenu la grève !

Cor. HR Clermont

Viticulture (Gironde)

La situation après les vendanges

Nous avons reçu de Gironde, quelques informations sur la situation des petits viticulteurs de la région de l'Entre-deux-mers et plus particulièrement du Réolais. Voici ce qui nous est rapporté.

Il existe deux grandes catégories de cépages (vins rouges) :

– les plants hybrides que le gouvernement a conseillé aux agriculteurs il y a quelques années (subventions pour la plantation) en raison de leur plus grande productivité et de leur soi-disant meilleure résistance aux maladies. Mais ils produisent un vin médiocre ou mauvais, qui porte la dénomination de consommation courante.

– les plants nobles (dits plants français) qui fournissent les meilleurs vins.

Depuis quelques temps il est interdit de planter des hybrides et des primes sont attribuées à qui les arrache.

Le Midi viticole produit surtout des vins de consommation courante d'assez bonne qualité. A la suite des événements récents l'État a satisfait à une partie des revendications des vignerons de cette région en fixant un prix plancher d'achat par le négociant de l'ordre de 9,60 F le degré hecto.

Cette mesure partielle a plusieurs conséquences :

– les négociants ne pouvant plus faire de superbénéfices refusent d'acheter ces vins et le paysan reste avec sa récolte sur les bras.

– ou bien ils acceptent d'acheter mais à des prix inférieurs à ceux imposés par la loi. La difficulté est facile à tourner : le négociant fait signer au paysan au moment de la conclusion du contrat de vente un papier certifiant que ce dernier a reçu un accompte (ce qui est faux bien entendu). Le véritable paiement n'intervient qu'après la livraison du vin à des tarifs inférieurs d'environ 15 % à ceux qui devraient être pratiqués !

Cette manière de procéder conserve son bénéfice au négociant et lèse gravement le paysan.

– troisièmement dans notre région, une partie des vins de consommation courante sont de mauvaise qualité. Ils étaient achetés jusqu'alors à très bas prix et utilisés comme coupage de vins plus chers afin de faire baisser le prix de revient de ceux-ci.

Donc un certain nombre de paysans de chez nous ne pourront pas vendre leur récolte (parfois uniquement constituée par des hybrides). Les négociants se retranchent derrière la loi d'une part tandis qu'ils accusent les viticulteurs du Midi d'être responsables de la situation d'autre part. Le résultat est que le pouvoir capitaliste prend des mesures qui ne lui coûtent rien et ont de plus pour effet de diviser le monde des paysans comme il tente de diviser les travailleurs par le biais de la sécheresse.

Nous signalons en plus que les prix proposés pour les vins blancs hybrides ou français sont inférieurs de 25 % à ceux de l'an dernier et le produit de leur vente permet juste de couvrir les frais de vendange sans tenir compte du travail fourni pendant le reste de l'année !

Correspondant.

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

Campagne sécheresse

Un tirage supplémentaire du numéro spécial de la Faucille a été effectué.

Passez vos commandes et engagez dès maintenant la diffusion massive de ce numéro ainsi que de l'affiche.

LES PAPETERIES DE MAUDUIT EN PROCES A QUIMPER POUR POLLUTION DE LA RIVIERE LAITA

La pollution de la Laita ne date pas d'hier. Voilà des années que cette rivière naguère une des plus belles de France est empoisonnée par la plus importante fabrique de papier à cigarette d'Europe (son chiffre d'affaires est de 15 milliards). Mais cette pollution est devenue catastrophique depuis qu'elle a introduit la chimie dans la fabrication et déverse massivement des mousses qui dérivent à la surface de l'eau.

La lutte menée par la population ne date pas d'hier non plus. Les riverains de la Laita et le comité de défense de l'environnement de Quimperlé sont d'abord intervenus auprés des «pouvoirs» publics mais ces derniers protégent manifestement le patron en mettant en avant le risque de voir supprimer 700 emplois. Ainsi, le capitalisme pollueur ne recule devant aucun chantage et préfére compromettre gravement le cadre de vie de la population plutôt que de débourser les sommes nécessaires pour supprimer cette pollution ; tout ceci pour rester en tête dans la course aux profits selon la logique capitaliste !

Il a fallu deux ans pour obtenir un procès où l'avocat chargé de la défense des papeteries a protesté de leur «bonne volonté» déclarant «elles ne cessent de vouloir régler le problème» et a cru bon d'ajouter «le préjudice que nous causons par la pollution, nous le payons en investissant ainsi que par les redevances que nous versons à l'agence de Bassin Loire-Bretagne. Plusieurs centaines de millions de centimes.»

Bel exemple de la mentalité des capitalistes qui croient tout pouvoir acheter même la destruction de la nature et de la santé de la population ! Seul le combat uni des travailleurs des papeteries et de la population pourra les mettre à la raison.

ISSY-LES-MOULINEAUX
exposition
«IMAGES DU PEUPLE CHINOIS»
«maison pour tous»
31 rue Gambetta
jusqu'au 21 octobre - entrée libre
avec au programme notamment

VENDREDI 15 OCTOBRE A 20 H 30
Soirée-débat sur les usines avec un montage audio-visuel réalisé par des amis de retour en Chine. Ce sera l'occasion de répondre aux questions sur la vie des ouvriers, l'organisation des usines, la vie des organisations politiques, les syndicats.

A l'hopital Saint-Anne

UN NOUVEAU DIRECTEUR PARTICULIEREMENT QUALIFIE !

Depuis quelques mois un nouveau directeur-adjoint est en place à l'hôpital psychiatrique de Ste-Anne à Paris.

Qui est-il, d'où vient-il, que faisait-il avant d'être là?

Devinez ! Eh bien, ce monsieur était inspecteur divisionnaire dans un commissariat de province chargé des renseignements généraux dont chacun sait que la principale activité dans la période actuelle est le fichage des syndicalistes et des travailleurs en lutte.

Un ancien flic directeur d'un hôpital psychiatrique, pensez, ça peut servir en cas de lutte populaire ! Souvenons-nous des internements administratifs pendant 68 et encore dernièrement Romain Legal auquel la justice a tenté de faire un examen psychiatrique, dénoncé à juste titre par l'intersyndicale de l'hôpital Charcot. Pour faire passer les marxistes-léninistes et les travailleurs en lutte pour des malades mentaux, quel bon moyen que de mettre un flic à la tête d'un hôpital psychiatrique!

La rentrée scolaire en Guadeloupe

HABY A MENTI !

Après l'évacuation à la mi-août de 75 000 Guadeloupéens de la zone jugée dangereuse du fait du risque de la Soufrière, Haby avait déclaré que le gouvernement colonialiste français ferait tout pour que la rentrée se fasse normalement. La tâche n'était certes pas facile puisque près de 30 000 enfants scolarisables étaient devenus des réfugiés. Mais qu'a fait notre bourgeoisie pour la résoudre ? Au lieu de reloger la population évacuée dans des bâtiments publics ou certains bâtiments privés qui auraient fort bien fait l'affaire quand on sait que les «colons» ont là-bas des villas immenses, elle a transformé la plupart des écoles et collèges en camps d'hébergement.

Aussi 5 000 élèves n'ont pas encore été scolarisés dans le 1er cycle ; six des CEG ne peuvent être utilisés ; l'internat a été supprimé dans les CET ; les locaux disponibles reçoivent les élèves par roulement, les uns le matin, les autres l'après-midi ; quant aux enseignants une partie seulement retrouvera un emploi. Comme d'habitude lorsqu'il s'agit de «nos» colonies, la presse fait le black-out sur ces informations. Pourtant Haby a été obligé de se rendre sur place récemment pour tenter d'apaiser la colère des parents d'élèves et des enseignants et a reconnu à son retour que «270 centres prévus pour la fin décembre devront être installés dans les plus brefs délais».

Et pendant ce temps l'exposition coloniale «La France aux quatre coins du monde» qui vient de fermer ses portes vantait les joies du tourisme aux Antilles dans le complexe hôtelier moderne que la bourgeoisie y a fait construire pour faire des profits et récolter des devises ! Un fait de plus qui augmentera la colère de la population guadeloupéenne face aux mensonges et aux méfaits du colonialisme !

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

A propos du pacte germano-soviétique

En 1939 Mao Tsé-toung a consacré deux écrits à l'examen des positions de l'URSS à la veille de la 2e guerre mondiale.

Dans le 1er de ces textes daté du 1er septembre 1939 et intitulé «Entretien avec un correspondant du Sinhouajepao sur la nouvelle situation internationale» il déclare à propos de la signature du pacte de non-agression germano-soviétique : «Ce pacte a fait échec aux intrigues de la bourgeoisie réactionnaire internationale, représentée par Chamberlain et Daladier et qui voulait provoquer une guerre entre l'Union soviétique et l'Allemagne». Il met en évidence la responsabilité des gouvernements français et anglais dans l'échec des pourparlers avec l'URSS, la nature réactionnaire de la politique de «non-intervention» face à l'agression fasciste de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, politique dont le «but est d'encourager tacitement la guerre d'agression et d'en tirer profit». Il prévoit que la politique de «non-intervention» va prendre fin et qu'un conflit direct entre les deux grands blocs impérialistes anglo-français et germano-italien est imminent. Il déclare à propos de l'attitude des communistes : «Les communistes ne soutiendront jamais une guerre de reconquête. Ils se dresseront hardiment pour soutenir toute guerre juste, non annexionniste, émancipatrice, et ils y seront en première ligne.»

Le 2e de ces écrits «Unité d'intérêts de l'Union soviétique et de l'humanité toute entière» est daté du 28 septembre 1939. Mao Tsé-toung s'attache à réfuter les dires selon lesquels l'Union soviétique aurait conclu le pacte de non-agression pour hâter le déclenchement d'une guerre mondiale qu'elle aurait «intérêt à voir éclater». Il montre pourquoi «depuis toujours, la politique extérieure de l'Union soviétique a été une politique de paix, qui lie les intérêts de ce pays à ceux de l'immense majorité des hommes», pourquoi l'URSS ne prendrait pas parti pour l'un des belligérants mais soutiendrait au contraire les guerres justes comme elle le faisait déjà en ce qui concerne la guerre de la Chine contre le Japon.

Abordant l'entrée des troupes soviétiques en Pologne Mao Tsé-toung montre la nécessité d'une analyse objective fondée non sur le point de vue des impérialistes ou du gouvernement réactionnaire polonais, mais sur celui du peuple polonais et des minorités nationales de la Pologne orientale ainsi que de l'URSS. Après avoir montré que la politique de l'URSS est conforme à l'intérêt des peuples il indique que toute aide à la lutte de la Chine contre le Japon ne peut venir que de l'URSS, des peuples des pays capitalistes et des peuples opprimés des pays coloniaux ou semi-coloniaux ; «toute autre aide extérieure, même si elle devient effective, ne peut être considérée que comme une aide additionnelle et temporaire.»

Enfin il souligne que l'attitude qui consisterait à vouloir s'intégrer dans un bloc impérialiste, en l'occurrence le bloc anglo-français, contre l'autre, est le fait de capitulards et doit être catégoriquement rejetée.

C'est en partant de la même position marxiste-léniniste que Mao Tsé-toung qui glorifiait l'URSS socialiste n'hésitera pas à déclarer dès 1964 après la restauration du capitalisme en URSS : «Le révisionnisme au pouvoir c'est la bourgeoisie au pouvoir» et : «En Union soviétique, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien.»

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Editions du Centenaire :
- à Paris : 24, rue Philippe-de-Girard, Paris-10e ;
- à Lyon : 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.

Tome II : 12,85 F broché ; 19,25 F relié.

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies :
- «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, Paris-20e
- «La Force du livre» 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.

Le No 39 de Pékin-information est disponible. Il contient notamment outre le récit des cérémonies au cours desquelles huit cent millions de Chinois ont honoré la mémoire du président Mao Tsé-toung un recueil de nombreuses photos intitulé «Notre grand dirigeant le président Mao vivra à jamais dans notre cœur».

culturel

Un début à tout

Une nouvelle de Dominique Pagelle

«Faut pas nous raconter d'histoire sur la défense de l'outil de travail. Quand on vous dit que le matériel est usé vous ne voulez même pas nous donner des mécaniciens pour le réparer. Quand on vous dit que quelque chose ne va pas vous faites la sourde oreille. Il n'y a que le nouveau matériel qui compte pour vous ; pendant ce temps-là, nous on s'esquinte avec le vieux parce que pour vous c'est tout bénef. Chez nous, quand une godasse est usée on la fait réparer parce qu'on a pas les moyens d'en acheter d'autres ; tandis que vous vous les avez parce que c'est de notre sueur que vous profitez. C'est ça pour vous l'outil de travil. Vous allez passer des vacances sur la Côte d'azur en les défalquant sur vos frais généraux. Nous on peut faire tintin. Pour avoir une journée de vacances on doit venir se crever 42 heures. Et tout ça pourquoi ? Dès qu'on dépasse un minimum de salaire on est imposable et alors finis les avantages sociaux. Demandez à Jules ! Il a un gosse, il est imposable, il a plus d'allocations logement. Et vous croyez que c'est ça des lois sociales. Vous, vous êtes patron, voilà ! Mais n'empêche que vous dépendez de nous, vous et votre outil de travail. On vous loue nos bras contre salaire mais on est pas votre petit chien. Et tous les ouvriers savent que c'est comme je le dis.»

«Bravo, c'est vrai» lança-t-on autour d'elle. Elle reprit :

«Si demain une usine s'installe ici en face, je peux y aller parce que sur mon front y a jamais eu marqué Fainéante.»

«Sur le mien non plus» hasarda le directeur.

«Moi je n'ai pas besoin de vous, mais vous vous vivez de notre sueur. La dernière fois vous nous avez augmenté sur le système de la production. Et le contremaitre a eu l'ordre de ne pas noter les broches à l'arrêt pour faire baisser les primes : 26 bobines à l'heure en moins... Voilà ce que c'est votre outil de travail. Essayez, vous, de vivre avec 130 000 F et je vous donne ma parole que vous viendrez pleurer à nos pieds pour savoir comment on fait pour y arriver.»

Le patron fait une moue distinguée : «Ne criez pas si fort, je ne suis pas sourd.»

CLERMONT-FERRAND

A l'appel du Groupe pour la fondation de l'Union des communistes de France (marxistes-léninistes) et de l'Humanité rouge

RÉUNION-DÉBAT

«Les apports de Mao Tsé-toung au marxisme-léninisme

VENDREDI 7 OCTOBRE A 20 H 30

Salle Duclos (à St-Jacques)

à partir de 16 heures : exposition

A partir de la semaine prochaine
DEBAT SUR «1900» film de Bertolucci

Mercredi prochain, nous publierons un texte expliquant pourquoi il nous semble utile d'ouvrir un débat sur ce film. Nous publierons également le même jour deux lettres contradictoires sur le film tant sur le point de vue général à avoir du film que sur la façon de l'analyser.

Si vous avez vu ce film envoyez nous vos points de vue

Un livre qui vient de paraître

Ceux qui croyaient à l'issue revolutionnaire de la guerre contre l'occupant nazi

Aux Éditions du Sagittaire vient de paraitre un livre sur la Résistance dans le Nord, de l'instituteur Roger Pannequin (1). C'est un livre que nous recommandons à tous. Son sous-titre, *«les années sans suite»* laisse percer les intentions de cet instituteur qui croyait à la Révolution prolétarienne à l'issue de la guerre. Dans sa préface, nous pouvons lire ces propos percutants :

«Des imposteurs, des prébendiers ont galvaudé l'idéal qui illumine qui illumina mes camarades. Mais cet idéal reste le mien. Qu'il soit accaparé et bafoué aujourd'hui par des forbans qui prétendent le représenter n'enlève rien aux raisons qu'eurent mes compagnons de mourir pour lui. Chaque action révolutionnaire a ses usurpateurs, qui surgissent quand tout danger est écarté, reprennent le drapeau, louangent les morts et s'empressent de les trahir».

et encore :

«Quelle justification de tant d'écarts doit apporter cette certitude que l'Histoire, inexorablement, a suivi un cours rectiligne et que ceux qui sont morts debout l'été 1942, fusillés dans les fossés d'Arras, préparaient l'écrasement de Prague de l'été 1968 !»

Ces propos sont cinglants comme des gifles. Ils désignent concrètement les renégats de la classe ouvrière. Nous prendrons deux exemples significatifs de l'époque de la Résistance dans le Nord, deux figures ennoblies, glorifiées par le PCF, mais qu'il a ravalées à ce qu'ils n'étaient pas seulement de simples patriotes, mais des révolutionnaires, nous pensons à Julien Hapiot et Charles Debarge. Le récit de Roger Pannequin remettra en place les propos que peut tenir Albert Ouzoulias sur de tels hommes. Mais laissons la parole à Roger Pannequin : c'est une parole chaude, sincère, révolutionnaire.

JULIEN HAPIOT

«Julien me persuada que l'issue de la guerre serait révolutionnaire. La guerre mondiale de 1914-1918 s'était terminée par le pouvoir des Soviets des ouvriers, des paysans et des soldats en Russie. Il s'en était fallu de peu que la révolution triomphe en Allemagne et en Hongrie. La nouvelle guerre devait s'achever par les progrès formidables de la Révolution. Déjà le capitalisme français était affaibli. Cette nouvelle phase de la guerre allait l'affaiblir plus encore, au profit du capitalisme allemand. La guerre allait durer longtemps, et il fallait préparer les conditions de la prise du pouvoir en France : le premier objectif était de s'en prendre aux Allemands. Pour justifier ce choix, Julien trouvait trois raisons principales. D'abord les hitlériens étaient les pires ennemis de la Révolution, et une victoire de l'Angleterre capitaliste aurait créé de meilleures conditions révolutionnaires qu'une victoire de l'Aliemagne nazie. Ensuite, le capitalisme français était passé complétement sous contrôle allemand et il espérait en tirer des profits monstrueux en surexploitant tranquillement les travailleurs français. Dans ce cas, disait Julien, *«il vaut mieux tirer sur le maître avant de tirer sur le chien»*. Enfin, en choisissant cette cible, on était certain de trouver appui dans la population.

Aprés ces explications, Julien ajouta :

«Ça, c'est le point de vue ici, que nous partageons avec quelques camarades, quand nous nous réunissons à Lens. Nous l'avons écrit à Paris, mais ils ne sont pas d'accord avec nous. Ils ne veulent s'en prendre qu'au gouvernement de Vichy.»

Un peu plus loin, on peut encore lire :

«Julien me montra un numéro clandestin de l'Humanité ronéotypé à Paris. Le gouvernement de Vichy et sa prétendue révolution nationale y étaient violemment attaqués. Les revendications des travailleurs étaient défendues. On y réclamait avec insistance la libération des communistes arrêtés entre septembre 1939 et juin 1940 et la reparution légale de la presse communiste, interdite par les gouvernements de 1939. Cette publication était destinée aussi bien à la zone non occupée par les Allemands qu'à la zone occupée. On y prônait un gouvernement du peuple ! Pas un mot, pas un seul contre l'occupant.

Julien me dit :

– Tu vois, elle est là leur erreur, ils ne comprennent pas qu'il faut tuer le maître avant de tirer sur le chien.»

«Charles Debarge, Julien Hapiot et leurs camarades ne sont pas morts pour que les capitalistes collaborateurs emplissent leurs coffres forts entre 1945 et 1947 grâce aux mots d'ordre de Thorez et de ses seconds. Ils sont morts pour hâter la fin du capitalisme.» Sur la photo : des résistants traitent comme il le mérite un kollabo.

CHARLES DEBARGE

«Charlie s'adresse à Henri Gouillard, qu'il semblait connaitre de longue date.

– Le nouveau camarade que Louis nous a envoyé, c'est un copain à toi ?

Je m'approchai. Henri répondit :

– Oui, un copain d'École normale. On y est resté ensemble un an.

– Alors, me dit Charlie, tu es instituteur aussi ?

– Oui.

– Ah, ça va faire deux instituteurs dans le coup. Ça ne va pas. Je ne suis pas d'accord. J'en parlerai avec Louis et Antoine. Vous instituteurs ne devaient pas risquer leur vie, parce que la révolution avait besoin d'eux. J'ai souvent, par la suite, rediscuté cette question avec Henri. Charlie avait exposé un jour son point de vue : la révolution, dans sa partie violente, brutale, insurrectionnelle, il n'y avait certes pas que les ouvriers qui pouvaient là faire. Mais il fallait que les fils d'ouvriers instruits soient moins exposés, parce que, au moment de la prise du pouvoir, on aurait besoin d'eux. C'est cette idée qui barrait d'un pli vertical le front de Charles Debarge, cet après-midi de décembre 1941.»

Ainsi, comme le remarque Roger Pannequin, *«Charles Debarge, Julien Hapiot et leurs camarades ne sont pas morts pour que les capitalistes collaborateurs emplissent leurs coffres-forts entre 1945 et 1947 grâce aux mots d'ordre de Thorez et de ses seconds. Ils sont morts pour hâter la fin du capitalisme.»*

(1) «Ami si tu tombes» de Roger Pannequin. Ed. Sagittaire. 47 F.

l'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe

La naissance du Parti du travail d'Albanie dans la lutte pour l'unité des communistes

La question de l'unité des communistes est fondamentale pour les marxistes-léninistes. Elle a toujours été au centre des préoccupations et de la lutte des communistes albanais, de leur éminent dirigeant, Enver Hoxha, tant au niveau de l'Albanie même qu'au sein du Mouvement communiste international.

La ligne de principe suivie par le Parti du travail d'Albanie contre le travail scissionniste des révisionnistes modernes, ayant à leur tête le groupe Khrouchtchev-Brejnev, au début des années soixante, est pleine d'enseignements sur cette question. Jamais – et il suffit de lire le tome 19 des œuvres d'Enver Hoxha (1) pour s'en convaincre – le PTA n'eut d'autre souci que l'unité du Mouvement communiste international. Mais l'unité est une lutte de classe acharnée entre deux idéologies, deux classes. Et ce sont toujours les ennemis de la révolution prolétarienne qui, en définitive, prennent l'initiative de la scission, et s'opposent à l'unité résultant de l'application du principe «unité-critique-unité».

Cette position de principe du PTA ne date pas des années soixante. Elle jalonne en fait toute l'histoire de ce parti, y compris en ce qui concerne la période de sa fondation.

Pour les communistes du monde entier, et notamment pour nous en France, qui luttons avec acharnement pour un parti communiste marxiste-léniniste unique, cette période de fondation est riche en expériences, qu'il faut étudier sérieusement.

Cet article, ayant cette période de l'histoire du PTA comme sujet, voudrait inviter nos lecteurs à examiner le manuel des éditions du PTA intitulé *«Histoire du Parti du travail d'Albanie» (2).*

Le 7 avril 1939, les troupes du dictateur fasciste italien Mussolini attaquent l'Albanie. Cette agression était la suite logique des accords signés en 1926-1927 entre le régime de Zogu et Mussolini. Accords qui donnaient à l'Italie fasciste le «droit de défendre» l'Albanie contre toute attaque venant de l'intérieur ou de l'extérieur. Ce pacte avait transformé l'Albanie, pays semi-féodal, en une semi-colonie de l'impérialisme italien.

C'est pourquoi, au moment où les troupes fascistes italiennes entrent en Albanie, le régime de Zogu, la bourgeoisie liée à l'impérialisme italien et les grands propriétaires fonciers, n'offrent aucune résistance. L'armée albanaise s'effondre et Zogu, accompagné de sa suite, quitte le pays.

Cependant le peuple albanais résiste à l'invasion. Des groupes de patriotes combattent, les armes à la main, à Durrès, Sarandé, Shengjin, Shkoder et Vloré. Cette résistance ne parvient pas à empêcher l'occupation, mais elle sera le signe que le peuple albanais ne s'incline pas devant l'agresseur et rejette la politique de capitulation antinationale et antipopulaire poursuivie par la clique de Zogu.

La haine contre l'occupant ne cesse de croitre ; elle se manifeste de multiples manières : sabotages, refus d'adhérer au parti fasciste, etc.

L'union des communistes albanais, une question immédiate pour le développement du mouvement de libération nationale

La situation créée par l'occupation posait comme tâche principale la conduite de la masse du peuple albanais pour en finir avec le pillage du pays et reconquérir l'indépendance nationale. Une telle conduite ne pouvait être assurée que par un parti révolutionnaire : le Parti communiste.

Mais un tel parti n'existait pas.

Le mouvement communiste albanais était dominé par la désunion. Il était composé de groupes communistes rivaux. Bien sûr, ces groupes pour la plupart avaient eu une attitude ferme et combative contre l'agression faseiste italienne. Mais leur désunion les empêchait d'élaborer une ligne politique commune pour mener à bien la lutte pour la libération du pays.

L'union des groupes communistes dans un parti communiste unique était la tâche urgente du moment.

Lutte idéologique entre deux lignes pour l'union

La masse des communistes désirait ardemment cette union et voulait le parti unique. Seulement, des conceptions erronées de la part de certains dirigeants de groupes subsistaient. C'étaient les mêmes conceptions qui avaient d'ailleurs freiné et entravé l'union des communistes albanais depuis la naissance du mouvement communiste dans ce pays.

La voie dans laquelle s'engageaient à nouveau ces chefs de groupes était celle de la discussion uniquement au sommet, entre dirigeants. Pour une majorité de ces dirigeants, la voie «étroite» qu'il proposait pour l'union était la marque d'un grave manque de principe marxiste-léniniste sur le plan idéologique. La situation était d'autant plus complexe que d'importantes divergences existaient entre ces groupes, quant à la ligne politique à suivre dans les conditions de l'occupation fasciste étrangère.

Des pourparlers s'étaient engagés, par exemple, entre deux groupes communistes importants, celui de Korcë et celui de Shkodër. Ils avaient eu lieu «entre chefs» et il en ressortit un «Comité central» commun, comportant un nombre égal de membres des deux groupes. Mais il n'en était pas sorti une organisation unique ; il n'était en fait qu'une addition des deux groupes résultant d'un «compromis social-démocrate». Chacun de son côté gardait ses points de vue, aucun d'entre eux n'épurait ses propres rangs des éléments antimarxistes.

La masse des communistes, elle, voulait l'union, et rejetait dans les faits ces «pourparlers» stériles. En même temps que les communistes de base engageaient la lutte contre l'occupant, l'autorité et l'influence des chefs déclinait. C'est ce que devait souligner Enver Hoxha (à cette époque, infatigable militant du groupe Korcë pour l'union des communistes) dans son rapport au nom de Comité central, lors du premier Congrès du PTA en novembre 1948 :

«Dans la lutte et les combats contre l'occupant et les quislings, unis pour un seul but, la libération du pays de l'occupant, les communistes aux vues saines de la base de divers groupes, oubliant querelles et ressentiments, contractaient entre eux des liens de sang : la juste ligne des communistes se cristallisait en eux, et ils réclamaient l'union en un parti unique, condition sine qua non pour organiser la lutte de libération et en assurer la direction.»

Les obstacles pour arriver à ce parti unique étaient encore nombreux, au début de 1940, alors qu'Enver Hoxha se voyait confier la tâche par le groupe de Korcë d'organiser une branche de son organisation à Tirana (la capitale). Ainsi peut-on citer en exemple une fraction déjà formée dans le groupe de Korcë avant l'occupation, et qui en février 1940 scissionna pour former le «groupe des jeunes». Les causes de ces nouvelles divisions étaient dans la désunion et la faiblesse idéologique et organisationnelle du mouvement communiste albanais.

Renforcer les communistes albanais, tant sur le plan idéologique qu'organisationnel, définir une ligne politique entièrement correcte ne pouvait se réaliser qu'au sein d'une même organisation. La masse des combattants communistes était convaincue que c'était la seule clef pour avancer dans la lutte de libération nationale. Et la lutte de libération nationale que menaient les communistes aux côtés de tous les patriotes albanais, était un moyen de renforcer l'union entre eux.

Au fur et à mesure que se développait la résistance antifasciste, les divergences de vue s'estompaient sur bon nombre de questions concernant la ligne à suivre face à l'occupant. Ainsi, les groupes de Korçë et de Shkodër conclurent en août 1941 un accord de coopération qui prévoyait l'organisation conjointe d'une série d'actions antifascistes. Cet accord permit un rapprochement important entre ces deux groupes sur le plan idéologique. A cet accord devait d'ailleurs se rallier le «groupe des jeunes». Quant au groupe de «Zjarri», il ne répondit pas.

La conférence de Tirana – 8/14 novembre 1941 – fondation du Parti communiste d'Albanie (peinture à l'huile albanaise, au centre Enver Hoxha).

Parmi les actions communes antifascistes, la plus importante fut la grande manifestation du 28 octobre 1941 à Tirana, en riposte à la fête fasciste de «la marche sur Rome». Cette manifestation, dirigée par Enver Hoxha, eut un très grand écho populaire. Cette manifestation, fortement réprimée par les occupants, devait montrer la force de l'union des communistes, et prouver sa nécessité impérieuse pour l'essor du mouvement de libération nationale.

Au cours de la lutte, des cadres révolutionnaires s'étaient formés, qui avaient su s'élever au-dessus des désaccords de groupes et des querelles et qui s'étaient résolument engagés dans le chemin de la lutte antifasciste et de l'union des communistes. Ce sont ces cadres qui préparèrent sur le plan idéologique et organisationnel, la formation du Parti communiste albanais.

Cette lutte et l'unité idéologique qui en sortait, conduisirent les principaux groupes communistes albanais à conclure, en août 1941, un accord pour l'organisation d'une réunion de leurs représentants, qui aurait pour tâche de résoudre la question de leur fusion et la fondation du Parti communiste d'Albanie.

Cette conférence se tint dans la clandestinité, à Tirana, du 8 au 14 novembre, notamment avec la participation d'Enver Hoxha. L'accord fut réalisé et fut prise la décision de fonder le parti communiste. Cela ne se passa pas sans lutte. Les représentants du «groupe des jeunes», notamment, n'osant pas s'opposer ouvertement à l'union, mirent en avant un certain nombre de leurs points de vue bien connus, comme «l'absence du prolétariat en Albanie», «le caractère réactionnaire et conservateur de la paysannerie», etc. Enver Hoxha mena une lutte de principe pour réfuter ces thèses trotskystes et et liquidatrices. Les représentants du «groupe des jeunes» s'engagèrent pour la forme, à se soumettre aux décisions de la réunion.

Cette conférence consultative définit les bases idéologiques et organisationnelles du parti et mit au point les questions essentielles de sa ligne générale pour la période de la lutte de libération nationale.

Un comité central provisoire fut élu, dont Enver Hoxha devait être chargé d'en assurer la direction.

Cette conférence jeta les bases nécessaires à la liquidation de la situation malsaine existant dans le mouvement communiste d'Albanie. Elle marqua une victoire décisive du marxisme-léninisme sur les courants opportunistes, scissionnistes et trotskystes.

C'est toute la portée de cette conférence des groupes communistes albanais qui permit au mouvmenent communiste albanais de se porter aux premiers rangs de la lutte de libération nationale et sociale.

Bien sûr, il restait à compléter le programme et à élaborer en détail les tâches que le parti s'était fixées. C'est à cela que devait s'attacher l'ensemble du parti avec son comité central, en liaison étroite avec la lutte révolutionnaire et patriotique. Mais, tout cela fut possible, parce que le Parti communiste unique, le parti de type nouveau, marxiste-léniniste, après une longue lutte idéologique de principe pour l'union, était fondé.

(1) Tome 19, Œuvres Enver Hoxha, édition NBE (en français) portant sur la période de la scission du Mouvement communiste international au début des années 60.

(2) «Histoire du PTA», édition de Tirana en français, disponible à E-100.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : e trimestre 1976